

# MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Personne publique :

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA  
DOMBES  
(01400)**

Objet du marché :

---

**PRESTATION DE SERVICE D'ASSURANCE**

---

Etabli en application du Code de la Commande Publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Marché à procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du Code de la Commande Publique

**Date et heure limites de remise des offres : Lundi 27 mai 2024 à 12h00**

CONSTRUCTION D'UN MULTI-ACCUEIL 66 PLACES ET D'UN RELAIS PETITE ENFANCE A  
CHATILLON SUR CHALARONNE

## **Article 1 - Objet de la consultation**

La consultation porte sur les prestations désignées ci-après :

**Prestation de services d'Assurance Construction au bénéfice de la Communauté de communes de la Dombes**

## **Article 2 – Identification de l'acheteur-public**

Le marché est passé par la Communauté de communes de la Dombes

Le pouvoir adjudicateur est Madame La Présidente, Isabelle DUBOIS

Le comptable assignataire le Monsieur le responsable du Centre des Finances Publiques de CHATILLON-SUR-CHALARONNE

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-61 du Code de la Commande Publique (*nantissements ou cessions de créances*) est Madame La Présidente, Isabelle DUBOIS ou son représentant

## **Article 3 – Mode de passation et nature du contrat**

Marché à procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du Code de la Commande Publique

Le contrat est un marché public de service soumis aux dispositions du Code de la commande publique, du Code des assurances, au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) et à l'ensemble des textes en vigueur relatifs à cette procédure au jour du lancement de la consultation.

## **Article 4 - Caractéristiques principales du contrat**

### **4-1-Décomposition du marché**

#### **4-1-1-Tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### **4-1-2-Lots**

Les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-dessous :

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>
1	Dommages Ouvrages
2	Tous Risques Chantier

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots

### **4-2-Type de cocontractant exigé**

La présente consultation vaut ordre d'étude et libère les Co-assureurs de leurs obligations vis-à-vis des apériteurs actuels. Aucun assureur ou intermédiaire ne peut revendiquer une quelconque exclusivité ou priorité fondée sur le seul principe de l'antériorité de la saisine des assureurs qui seraient considérée comme contraire à la libre concurrence.

Conformément à l'article R.2142-21 du Code de la Commande Publique, l'acheteur public interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Le lot sera attribué après analyse et classement à un prestataire unique ou un groupement conjoint.

Ce groupement pourra être constitué d'un intermédiaire (agent général ou courtier) et d'une compagnie d'assurance. Les documents devront faire apparaître les engagements respectifs pris par le mandataire désigné du groupement et les autres assureurs membres du groupement, notamment le pourcentage de couverture des risques attribué par le groupement à chacun des membres.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat. De même un assureur ne peut pas se faire représenter par plusieurs intermédiaires.

#### **4-3-Nomenclature communautaire pertinente**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

<i>Lot</i>	<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
1	Dommages Ouvrage	66513200-8 66515000-3
2	Tous Risques Chantier	66513200-8 66513200-1

#### **4-4-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- la Présentation technique
- le présent règlement de la consultation.
- l'acte d'engagement propre à chaque lot et les annexes
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chaque lot et ses annexes
- Les formulaires DUME ou DC1, DC2 ; *Ces documents sont accessibles en téléchargement gratuit à l'adresse suivante [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)*

Il est fortement recommandé aux candidats de s'inscrire et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation avant de télécharger le dossier de consultation, ceci afin d'être informés des compléments qui lui seraient apportés et des réponses données aux questions posées par d'autres candidats.

#### **4-5-Modification de détail au dossier de consultation**

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite

fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications seront portées à la connaissance des candidats par le pouvoir adjudicateur, sur son profil d'acheteur, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

A tout moment, la procédure pourra être déclarée sans suite pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

#### **4-6-Modalités de financement**

L'exécution du présent marché est financée exclusivement sur ses fonds propres de l'acheteur.

#### **4-7-Mode de règlement**

Les modalités de règlement sont définies dans le Cahier des clauses administratives particulières du présent marché et s'exécutent conformément aux prescriptions du Code de la Commande Publique.

Le mode de règlement est le mandat administratif avec virement bancaire ou postal. Le paiement des sommes dues interviendra sur présentation d'une facture dans un délai de 30 jours.

#### **4-8-Visite des lieux / Consultation de document sur site**

Sans objet

#### **4-9-Modalités d'attribution**

Il s'agit d'un marché de 2 lots ; Chaque lot étant mono-attributaire.

#### **4-10-Conditions particulières d'exécution**

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article L.2112-2 alinéa 2 du Code de la Commande Publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du Code de la Commande Publique.

### **Article 5 – Durée du marché**

Lot 1= Assurance Dommages Ouvrage :

La période de garantie commence au plus tôt, sous réserve des dispositions ci-après, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'article 1792-6 du Code Civil.

Elle prend fin à l'expiration d'une période de **dix ans à compter de la réception**.

Toutefois, la garantie est acquise :

**Avant réception**, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations.

**Après réception et avant expiration du délai de garantie de parfait achèvement**, y compris en cas de dommages ayant fait l'objet de réserves lors de la réception, et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Lorsque après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé au marché ou, à défaut dans un délai de quatre-vingt dix jours (90), à compter de la mise en demeure restée infructueuse.

Lot 2 = Assurance Tous Risques Chantier :

Le marché est conclu pour la durée du chantier, en application des articles relatifs à la durée de la garantie contenus dans le CCTP

#### **Article 6 - Délais de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 Jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

#### **Article 7 - Contenu des offres- Documents à produire**

##### **7-1 Pièces relatives à la candidature**

Les candidats pourront utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www. www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- *Justification de la raison sociale et forme juridique (Kbis, Insee...)*
- *Une déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner*
- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique.
- *Les références pour des marchés identiques*
- *L'attestation RCP*
- **Si le candidat est un intermédiaire au sens du code des assurances :**
  - . *Le mandat, l'habilitant à engager la compagnie qu'il représente et permettant de connaître l'étendue des pouvoirs délégués, complété, daté et signé.*
    - *Attestation d'adhésion à l'ORIAS*
    - *Attestation de garantie financière*
- **Pour les compagnies d'assurance :**
  - ☐ *Attestation de l'ACPR justifiant des agrément de branches nécessaires à son offre car en conformité avec l'article R321-1 du Code des Assurances*
  - ☐ *Attestation ou autre document officiel, de l'assureur indiquant que son Ratio de solvabilité SCR est conforme à la Directive européenne Solvabilité 2*

Les renseignements concernant les capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2142-1 à R.2142-14 du Code de la Commande Publique.

Le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 4 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

## **7-2 Pièces relatives à l'offre**

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Les conditions générales de l'assureur

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli informatique contenant un dossier pour les pièces de la candidature et un dossier pour les pièces de l'offre.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, les certificats et attestations prévus aux articles R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique. (*Attestations fiscales et sociales*)

## **7-3-Capacité à engager l'entreprise**

Tous les documents seront datés, signés par une personne habilitée à engager juridiquement le candidat et accompagnés, selon le cas, des documents visés.

Dans le cas où la personne qui signerait le marché pour le compte de l'entreprise candidate ne serait pas le dirigeant de l'entreprise juridiquement habilitée à l'engager, elle devra joindre à l'appui de la lettre de candidature la preuve de sa capacité à signer le marché, par la production d'une délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager l'entreprise. En cas d'absence de ce pouvoir ou d'une délégation qui ne serait pas établie en bonne et due forme, l'offre du candidat sera rejetée sans être examinée.

Dans le cas d'une candidature sous la forme d'un groupement, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières de cet (ces) autre(s) opérateur(s) économique(s) sur qui il s'appuie, le mandataire produira les mêmes documents le(s) concernant que ceux qui lui sont demandés.

#### **7-4-Réserves éventuelles**

Les réserves éventuelles doivent faire l'objet, dans les annexes de l'acte d'engagement, d'une énumération précise et exhaustive. Elles doivent en outre être numérotées et explicitées avec précision.

Toute offre qui refuserait, pour le marché concerné, le CCAP et /ou les CCTP dans leur intégralité pour l'annuler et le remplacer par les seules conditions de la compagnie d'assurance, sera jugée irrégulière et éliminée d'office.

#### **7-5-Langue de rédaction des offres**

Tous les documents afférents au marché, quels qu'en soient l'origine, le contenu et la destination, pièces constitutives de la candidature et de l'offre, rapports, relevés, synthèses, bordereaux, factures, documents techniques, correspondances, etc. doivent être rédigés exclusivement en langue française.

Si les documents fournis par un candidat ou ultérieurement par le titulaire du marché ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent impérativement être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **7-6-Unité monétaire**

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : Euro (€).

#### **7-7- Règlement général sur la protection des données (RGPD)**

En se portant candidat sur ce marché, les candidats se voient dans l'obligation de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité des données traitées conformément à la réglementation RGPD.

Le(s) candidat(s) retenu(s) pourra(ont) conserver les données pendant la durée du contrat selon les durées de prescription légales en vigueur.

### **Article 8 - Remise des plis**

#### **8.1 Date et heure de remise des dossiers**

La date limite de remise des dossiers est fixée au **lundi 27 mai 2024 à 12h00**.

Délai impératif. Il est rappelé que seule la date de réception des offres est prise en compte et non pas la date d'expédition.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixés au présent règlement de la consultation ne seront pas retenus.

#### **8.2 Conditions d'envoi ou de remise des plis**

**La présente procédure fait l'objet d'une dématérialisation obligatoire**

Les candidats désignent, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Ils mettent en place les procédures permettant, à la personne publique, de s'assurer que leurs candidatures et leurs offres sont transmises et signées par cette personne.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

L'envoi électronique des candidatures et des offres est à effectuer sur la plateforme de dématérialisation : <https://marchespublics.ain.fr>

### Signature électronique

Les pièces constituant le dossier doivent être signées et chiffrées électroniquement pour être recevables.

Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique mentionnés à l'alinéa précédent sont publiés sous forme électronique à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats>

Les candidatures et les offres doivent être transmises dans les conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager le soumissionnaire dans le cadre de la présente consultation et selon les exigences posées aux articles 1316 et 1316-4 du Code civil (alinéa 2 de l'article 3 du décret du 30 avril 2002)

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique, tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délais.

Il n'y a pas de délai supplémentaire entre le dépôt de la signature et le dépôt du pli. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

### Programme informatique malveillant

En cas de transmission d'un document dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par la personne publique, ce document sera détruit et sera réputé n'avoir jamais été reçu, le candidat en est informé.

### Formats de fichiers

Les formats de fichiers acceptés sont : .ZIP, PDF, Word.....

### Copie de sauvegarde

Le candidat peut en application de l'article R.2132-11 du Code de la Commande Publique, remettre une copie dite de sauvegarde soit sur support physique électronique soit sur support papier. Cette copie doit parvenir avant la date et l'heure figurant au présent règlement de la consultation.

Dans l'hypothèse où la copie de sauvegarde est réalisée sur un support physique électronique, le dossier relatif à la candidature et le dossier relatif à l'offre sont présentés sur des supports distincts.



Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible suivante :

**« COPIE DE SAUVEGARDE »" PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE  
- SOCIETE.....- NE PAS OUVRIR**

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas et conditions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

En fin de procédure, le pouvoir adjudicateur transformera l'offre électronique du soumissionnaire retenue, en offre papier ce qui donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

## **Article 9 - Examen des candidatures et des offres**

### **9-1 Sélection des candidatures**

La sélection sera effectuée dans les conditions prévues par les articles R.2144-1 à R.2144-7 et par les articles R.2152-3 à R.2152-5 et par les articles R.2152-6 à R.2152-8 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères relatifs à la candidature sont constitués par les capacités professionnelles, techniques et financières.

### **9-2 Critères de jugement des offres**

La sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 à R.2152-8 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inacceptables ou inappropriées à l'objet du marché. Il choisira librement l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères suivants, pondérés comme suit :

#### **1) Valeur technique – 50 points**

##### **Absence de réserves mineures de 40 points.**

40 points sont accordés s'il n'y a aucune réserve, et 0 points si les réserves sont suffisamment nombreuses pour dénaturer les garanties du CCTP, sans pour autant constituer de réserve majeure.

Lesdites réserves mineures sont par ailleurs ventilées selon les souscritères suivants :

- *Clauses de garanties* : 10 points
- *Clauses de gestion* : 10 points
- *Capitaux et franchise* : 20 points

*La note correspond aux analyses suivantes : 10/10 - 20/20 = Aucune réserve ou des réserves qui ne sont que des observations sans impact ; 5/10 – 10/20 = Des garanties, des Capitaux, des franchises ou des clauses qui sont modifiées mais sans impact significatif ; 0 = Des garanties, des Capitaux, des franchises ou des clauses qui sont modifiées de telles sorte que les garanties fournies sont en retrait par rapport à celles demandées sans pour autant constituer une réserve majeure.*

*Sont considérées comme réserves majeures celles qui ont pour conséquence de réduire sensiblement les garanties, ou les capitaux exigés, ou d'exclure implicitement ou formellement l'assurance d'un risque majeur pour la société, ou d'accorder des garanties pour lesquelles la co-assurance ne couvrirait pas la totalité des risques à assurer.*

*Toute réserve majeure entraînera l'irrégularité de l'offre selon la définition des marchés publics*

### **Critère de l'assistance technique : 10 points**

Ce critère sera jugé sur la base des éléments fournis par les candidats dans le cadre de leur offre et du tableau inclus dans l'acte d'engagement

*La note correspond à l'analyse suivante : 10 = Excellente assistance; 5 = Assistance technique de qualité correcte; 0 = Assistance technique sans apport particulier.*

### **2) Prix- 50 points**

La méthode de notation des offres est la suivante :

- L'offre la moins disante obtient une note de 50
- La note des offres plus élevées est calculée de la sorte :

$50 \times \text{Montant de l'offre la moins disante} / \text{Montant de l'offre analysée}.$

Par exemple, si l'offre la moins disante est de 12.500 €, le candidat dont la prime est de 15.600 € obtiendra une note de 40,06 sur 50, soit  $50 \times (12.500 \text{ €} / 15.600 \text{ €}) = 40,06$

### **Article 10 - Variantes- Options**

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

### **Article 11 – Négociation**

La Communauté de communes se réserve la possibilité de mener ou pas des négociations après la remise des offres, auprès des candidats qui auront remis une offre conforme et recevable ;

### **Article 12 – Mise au point du marché**

Avant la notification du marché, il pourra être procédé à une mise au point du marché avec le candidat retenu. Au cours de cette mise au point, toutes les questions concernant l'exécution des prestations pourront être évoquées afin de réduire les difficultés nées de l'exécution de ce marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles du marché.

## Article 13 - Renseignements complémentaires

### Questions- réponses :

Les entreprises pourront, avant la remise de leur offre, obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance du marché, à condition qu'ils ne soient pas de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats. Les demandes de renseignements devront être formulées par courriel par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation : <https://marchespublics.ain.fr>

Les candidats devront les faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, et une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront transmises par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation : <https://marchespublics.ain.fr>

Sur le site <https://marchespublics.ain.fr> l'ensemble des questions et des réponses sera accessible à ceux des candidats qui y auront porté leur identité et leurs coordonnées.

### Identification courrielle du candidat :

Les candidats sont fortement invités à s'identifier sur le profil d'acheteur du Pouvoir Adjudicateur - lors du retrait du dossier ou ultérieurement - en communiquant une adresse courriel valide, faute de quoi ils ne pourront être informés des éventuels compléments, modifications, ajouts de document, report de dates limites ou réponses faites aux questions relatives à la consultation en cours, etc.

Dans le cas où un candidat n'aurait pas inscrit son adresse courriel sur le profil d'acheteur ou aurait inscrit une adresse courriel inadaptée ou erronée - et ce, quel qu'en soit le motif :

- il est stipulé que ni l'acheteur ni la Plateforme <https://marchespublics.ain.fr> ne sera tenu pour responsable du fait que ce candidat n'aura pu recevoir les messages éventuellement reçus par les autres candidats,
- il incombera alors à ce candidat de faire diligence par lui-même pour en être tenu informé.

### Neutralisation anti-spam :

Après identification sur notre profil d'acheteur, les candidats sont fortement invités à veiller à ce que les messages automatiques éventuellement émis par Plateforme <https://marchespublics.ain.fr> ou par l'acheteur ne soient pas bloqués, lors de la phase de réception, par un automate de filtration des messages (dit anti-spam) .

En cas de rejet de message par un automate de filtration des messages (dit anti-spam) faisant perdre au candidat le bénéfice d'informations complémentaires sur la procédure en cours, il est stipulé que ni l'acheteur ni la Plateforme <https://marchespublics.ain.fr> ne sera tenu pour responsable du fait que ce candidat n'aura pu recevoir les messages éventuellement reçus par les autres candidats.

#### **Article 14 – Obligation des soumissionnaires retenus**

Dans les délais prévus à cet effet, tous les soumissionnaires seront avisés de la suite donnée par la personne publique à leurs offres (acceptation ou rejet).

Les assureurs retenus doivent produire :

- Dans un délai de huit jours à compter de l'attribution du marché une note de couverture détaillée faisant référence aux garanties prévues au cahier des charges et justifiant de la coassurance à 100%. Cette note de couverture étant le reflet de la police d'assurance définitive, le pouvoir adjudicateur ne supportera en aucun cas les différences défavorables pouvant exister entre la note de couverture et la police définitive.

- Au plus tard trois mois après la prise d'effet des garanties, le contrat définitif, en deux exemplaires conformes au cahier des charges et à l'acte d'engagement de l'assureur

Le contenu et la forme du contrat d'assurance respecteront les dispositions du Code des assurances.

#### **Article 15 – Litiges et recours**

En cas de litiges, les nouvelles dispositions relatives à la conciliation et à la médiation des articles L.2197-1 à L.2197-4 du Code de la Commande Publique, pourront s'appliquer.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Montpellier  
Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**Tribunal Administratif de Lyon**

**184 rue Duguesclin**

**69433 LYON CEDEX 03**

**Tél : 04 78 14 10 10- Télécopie : 04 78 14 10 65- Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr**

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.